

Unité interdépartementale des deux Savoie
ZI des Landiers Nord – 430 rue Belle Eau
73000 CHAMBERY

Chambéry, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAS SECA

ANTOGER (SUD)
73100 GRESY SUR AIX

Références : 20220707_RAP_InspectionSecasud_GresysurAix_Géorisques.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2022 dans l'établissement SAS SECA implanté ANTOGER (SUD) 73100 GRESY SUR AIX. L'inspection a été annoncée le 08/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SECA
- ANTOGER (SUD) 73100 GRESY SUR AIX
- Code AIOT dans GUN : 0006101566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Par arrêté préfectoral du 03 janvier 2007, la SAS SECA a été autorisée à exploiter une carrière de roche massive calcaire aux lieux-dits "Montagne de Corsuet", "Chez Blanc", "Les Plantées" et "Les carrières" sur le territoire de la commune de Grésy-sur-Aix, pour une durée de 15 ans.

L'exploitation de la carrière s'effectue du sud vers le nord, par tranches descendantes, suivant trois phases quinquennales.

Pour rappel, l'exploitant exploite également une carrière de pierres de taille et de granulats, située au nord immédiat de celle qui a fait l'objet de la présente inspection, sous couvert d'un arrêté préfectoral du 06 juillet 2016.

Considérant la nécessité d'apporter un certain nombre de modifications aux conditions d'exploitation de la carrière sud, l'autorisation initiale a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire 17/11/2020 visant à :

- remodeler le merlon pare-blocs : réalisation du merlon à l'aide de matériaux inertes extérieurs au

site sur une hauteur de 6 m ;

- mettre en sécurité l'éperon rocheux situé au sud de la carrière actuelle : intégration de la zone des travaux dans l'emprise de l'exploitation ;
- mettre en sécurité la fosse d'exploitation : demande de dérogation visant à réduire la bande de terrain à préserver de 10 à 2 mètres de largeur au niveau de la plateforme industrielle, afin de réaliser des pistes de circulation et sécuriser le carreau de la carrière ;
- homogénéiser les fréquences de suivi environnemental des carrières sud et nord.

La principale modification de l'activité réside dans le fait que les aménagements liés à la mise en sécurité du site ont engendré une modification du phasage d'exploitation (et des garanties financières) et une prolongation de la durée d'exploitation de 15 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en œuvre des conditions d'exploitation prévues lors de la phase 1 de l'APC du 17/11/2020 :
 - dispositions réglementaires des articles 3.2, 3.3, 3.4 et 3.5 (modification des conditions d'exploitation)
 - dispositions réglementaires de l'article 4 (modification des suivis en matière de prévention des pollutions)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Modification des conditions d'exploitation	AP Complémentaire du 17/11/2020, article 3.4	/	Sans objet
Modification des suivis en matière de prévention des pollutions	AP Complémentaire du 17/11/2020, article 4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Stabilité des terrains	AP Complémentaire du 17/11/2020, article 3.2	/	Sans objet
Modification des conditions d'exploitation	AP Complémentaire du 17/11/2020, article 3.5	/	Sans objet
Modification des suivis en matière de prévention des pollutions	AP Complémentaire du 17/11/2020, article 4.2	/	Sans objet
Modification des suivis en matière de prévention des pollutions	AP Complémentaire du 17/11/2020, article 4.3	/	Sans objet
Modification des suivis en matière de prévention des pollutions	AP Complémentaire du 17/11/2020, article 4.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a principalement porté sur le contrôle de la bonne mise en oeuvre des nouvelles prescriptions réglementaires apportées par l'APC du 17/11/20. Les constats montrent globalement le respect des dispositions réglementaires. Pour autant, un point de vigilance doit être porté par l'exploitant en ce qui concerne le respect du phasage et des modifications des conditions d'exploitation en lien avec les éléments du dossier de demande.

Par ailleurs, les modalités de suivi des rejets d'eau dans le milieu naturel devront être améliorées et rendues conformes aux bonnes pratiques et aux valeurs seuils de rejets définies dans l'APC du 17/11/20.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Stabilité des terrains

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2020, article 3.2
Thème(s) : Autre, Principes généraux
Prescription contrôlée : Les opérations de mise en sécurité, décrites dans le dossier de demande initial et celles préconisées par le bureau ANTEA 38972/A dans son rapport de septembre 2005 mis à jour en avril 2018 dans le rapport n°93585/B, sont intégralement mises en place.
Constats : La visite a permis de vérifier que les recommandations du bureau d'études ANTEA décrites dans le dossier de demande avaient été mises en œuvre en ce qui concerne les travaux de sécurisation de l'éperon rocheux. On peut citer, pour exemple, l'aménagement d'une zone de protection sécurisée d'environ 20 mètres entre le front en exploitation et le carreau.
Observations : A noter également que lors de la visite, l'exploitant nous a précisé que le bureau d'études d'ANTEA réaliserait une inspection des fronts en cours d'exploitation courant du mois d'octobre 2022. Les conclusions de ce rapport seront transmises au service d'inspection des installations classées d'ici la fin d'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2020, article 3.4
Thème(s) : Autre, Conduite de l'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la phase 1 débute par les travaux de mise en sécurité de l'éperon rocheux, dans un délai d'environ 3 ans, de la cote 340 m NGF à 310 m NGF. Une banquette de 10 mètres de large est maintenue à la cote 330 m NGF.</p> <p>Présence de deux fronts d'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none">• Front supérieur d'une hauteur d'environ 15 m• Front intérieur d'une hauteur de 15 m. <p>Conformément à l'autorisation initiale, le carreau à 310 m NGF est remblayé afin de retrouver la cote 314 m NGF. Une zone de protection d'environ 20 m est laissée entre le front d'exploitation et le carreau.</p> <p>Les matériaux abattus sont transférés depuis la zone de déversement jusqu'à l'installation de traitement par la piste existante (10 mètres de large avec une pente de 10 %) située sur la plateforme industrielle.</p> <p>Les fronts d'exploitation sont réalisés avec des pentes de 1H/3V (Fruit du front : 5 m).</p> <p>Parallèlement à la mise en sécurité de la zone Sud, l'exploitant réalise l'aménagement du merlon pare-blocs, à l'aide de déblais inertes extérieurs au site, sur la risberme de 25 m de large située à la cote 341 m NGF.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que la mise en œuvre de la phase 1, initiée en mars 2021, était conforme aux prescriptions de l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire en ce qui concerne les travaux de mise en sécurité de l'éperon rocheux.</p> <p>Pour autant, l'article 3.4 précise également que la réalisation de l'aménagement du merlon pare-blocs, à l'aide de déblais inertes extérieurs au site, devait être conduite en parallèle des opérations sur l'éperon rocheux.</p> <p>Les constats sur site ont mis en évidence, que pour des raisons techniques, l'aménagement du merlon pare-blocs n'avait pas pu être démarré dans le même temps que les travaux sur l'éperon rocheux.</p>
<p>Observations : Dans ce contexte, il est demandé à l'exploitant de justifier de cet écart en précisant à l'inspection des installations classées les nouvelles modalités de mise en œuvre des opérations de remodelage du merlon pare-blocs permettant de respecter le phasage de réalisation des travaux de la phase 1 prévue sur 5 ans.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2020, article 3.5
Thème(s) : Autre, Distances limites et zone de protection
Prescription contrôlée : L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes. Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres. L'exploitant doit prendre toutes dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques et des canalisations enterrées (ou tout autre installation).
Constats : Les constats réalisés lors de la visite ont bien mis en évidence que les accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation étaient équipés d'une clôture efficace et limités par la présence de portails cadenassés. Par ailleurs, l'ensemble de ces accès et la dangerosité des zones sont signalés par des pancartes bien visibles. À noter que la bande des 10 mètres est délimitée sur la partie supérieure de l'éperon rocheux par des piquetages bien identifiés permettant ainsi, pour les opérateurs, de bien visualiser les limites de l'exploitation.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modification des suivis en matière de prévention des pollutions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2020, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I – Toutes les eaux circulant sur le site et qui ne peuvent s’infiltrer naturellement doivent être récupérées et dirigées vers un ou plusieurs bassins de décantation situés en partie basse de la carrière. Ce ou ces bassins sont dimensionnés et aménagés de sorte de limiter l’entraînement de matières minérales et polluantes en dehors de la carrière.</p> <p>II – Le rejet des eaux issues de la carrière est autorisé au point suivant :</p> <p>→ Exutoire situé en sortie de carrière raccordé au réseau d’eaux pluviales du site qui emprunte ensuite le réseau communal avant de rejoindre le Sierroz. Le rejet se fait après transit des eaux dans le bassin de décantation.</p> <p>L’accès au point de mesure et de prélèvement sur l’ouvrage de rejet est aménagé, notamment pour permettre l’amenée des matériels de prélèvement.</p> <p>L’exploitant dispose d’équipements (sac de sable ou système de by-pass, etc.) permettant d’obturer temporairement l’exutoire du bassin de décantation en cas de pollution accidentelle provenant des activités de la carrière.</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• le pH est compris entre 5,5 et 8,5,• la température est inférieure à 30 °C,• les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF EN 872),• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101),• les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF EN ISO 9377-2 et NF EN ISO 11423-1). <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p> <p>Ces mesures sont effectuées selon une fréquence annuelle. Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite d’inspection, l’exploitant a transmis au service d’inspection les derniers résultats de mesures des eaux issues de la carrière sud transitant par une série de 3 bassins de décantation. Ces documents ont mis en évidence que les dernières mesures dataient de 2020 et n’avaient pas été reconduites à la suite du nouvel APC.</p> <p>Pour autant et en amont de la visite d’inspection, l’exploitant a mandaté un bureau de contrôle pour la réalisation de ces mesures en 2022. Les résultats des analyses transmis lors de la visite montrent un dépassement significatif pour le paramètre MES. Ces dépassements s’expliquent par la météorologie du jour de prélèvement (post orage) et par la méthode de prélèvement qui a vu l’opérateur directement prélevé les eaux dans le 3e bassin de décantation.</p> <p>Ces résultats mettent en évidence que la méthodologie de prélèvement doit être revue et que potentiellement, les bassins de décantation ne sont pas suffisamment dimensionnés pour des épisodes de fortes intensités pluvieuses.</p>
<p>Observations : L’exploitant transmettra au service d’inspection le rapport d’analyses des mesures réalisées en 2022 et précisera la date de la prochaine échéance de prélèvements. Une fois cette nouvelle campagne de mesures réalisée, l’exploitant transmettra, à réception du rapport, les résultats des mesures au service d’inspection des installations classées. Si des non-conformités devaient une nouvelle fois être constatées, l’exploitant proposera immédiatement des mesures correctives associées.</p> <p>A noter également que l’accès au point de mesure et de prélèvement sur l’ouvrage de rejet doit être aménagé, notamment pour permettre l’amenée des matériels de prélèvement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modification des suivis en matière de prévention des pollutions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2020, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Prescription contrôlée : Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière notamment en direction des habitations les plus proches. Ce système de mesures est installé en 4 points représentatifs dont le choix est convenu en accord avec la mairie. Les appareils de mesure (plaquettes ou jauges) sont judicieusement installés en périphérie de la carrière en fonction des vents dominants et de la localisation des riverains. Ces mesures sont effectuées selon une fréquence annuelle et en alternant d'une année sur l'autre, une mesure au cours des trois mois d'été et une mesure au cours du reste de l'année. Cette fréquence pourra être augmentée ou réduite selon les résultats obtenus après accord explicite de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis au service d'inspection les derniers rapports de mesures du plan de surveillance environnementale des poussières (mars-avril 2021) qui montrent le respect des seuils réglementaires.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modification des suivis en matière de prévention des pollutions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2020, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : II – Un contrôle des niveaux sonores est effectué tous les ans pendant la période des travaux de mise en sécurité de l'éperon rocheux puis renouvelé tous les cinq ans jusqu'à l'échéance de l'autorisation. En tant que de besoins, le service en charge de l'inspection des installations classées pourra augmenter la fréquence de ces contrôles.
Constats : En amont de la visite, l'exploitant a transmis au service d'inspection le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores dans l'environnement (31 mai 2021) qui démontre que les mesures effectuées en limite d'autorisation sont inférieures à 70 dB lorsque les installations sont en activité, entre 7h00 et 17h00 (période diurne) et que les émergences sont respectées aux zones à émergence réglementée.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modification des suivis en matière de prévention des pollutions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/11/2020, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Prescription contrôlée : Un registre sera tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir réalisé sur la carrière. Ce registre sera tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. Chaque tir de mines fait l'objet de mesures de vibrations à minima sur un point de mesure (pris sur une habitation présente en périphérie du site et dont la localisation est déterminée à l'avance afin de disposer d'une base de comparaison d'un tir sur l'autre). Le point de mesure sera solidaire d'un élément porteur de la structure situé au plus près possible des fondations. Ces mesures ont lieu lors d'un tir de mines représentatif de l'activité habituelle de la carrière.
Constats : La visite d'inspection a permis de vérifier que chaque tir de mines réalisé sur la carrière sud faisait l'objet de mesures de vibrations. À chaque tir, plusieurs mesures à différents points sont réalisées. Les résultats des mesures transmis au service d'inspection ne montrent pas de dépassement des seuils autorisés.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet